

**MINISTERE DU COMMERCE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

DECRET N° 2013-254

portant création et statut du Centre Malgache de la Canne et du Sucre,

Le Premier Ministre. Chef du Gouvernement, par intérim,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 2011-014 du 28 novembre 2011 portant insertion dans l'ordonnancement juridique interne de la Feuille de Route signée par les acteurs politiques malgaches le 17 septembre 2011,

Vu la loi n° 98-031 du 20 janvier 1999 portant définition des établissements publics et des règles concernant la création de catégorie d'établissements publics,

Vu le décret n° 62-108 du 1^{er} octobre 1962 relative à l'harmonisation des statuts et des rémunérations des divers personnels employés par les collectivités publiques à Madagascar et les organismes ou entreprises placés sous la direction ou le contrôle de la puissance publique,

Vu le décret modifié n° 68-080 du 13 février 1968 portant règlement sur la comptabilité publique,

Vu le décret n° 69-049 du 4 février 1969 portant création de la Caisse de Stabilisation des Prix de la Canne et du Sucre, modifié par le décret n° 93-303 du 27 mai 1993 portant création du Centre,

Vu le décret n° 76-132 du 31 mars 1976 et les textes subséquents portant réglementation des hauts emplois de l'Etat,

Vu le décret n° 94-317 du 12 mai 1994 portant institution de la Direction générale des Contrôles de Dépenses Engagées et fixant les conditions d'exercice de contrôle de l'engagement des dépenses,

Vu le décret n° 99-335 du 5 mai 1999 définissant le statut-type des établissements publics nationaux,

Vu le décret n° 2005-003 du 4 janvier 2005 portant règlement général de la comptabilité et de l'exécution budgétaire des organismes publics,

Vu le décret n° 2011-653 du 28 octobre 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'Union Nationale de la Transition,

Vu le décret n° 2011-687 du 21 novembre 2011 modifié par les décrets-n° 2012-495 du 13 avril 2012 et n° 2012-496 du 13 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition d'Union Nationale,

Vu le décret n° 2011-422 du 2 août 2011 modifiant le décret n° 2009-543 du 3 mai 2009 fixant les attributions du Ministre du Commerce ainsi que de l'organisation générale de son Ministère,

Vu le décret n° 2009-1 204 du 29 septembre 2009 fixant les attributions du Ministre de l'Agriculture ainsi que l'organisation générale de son Ministère,

Sur proposition conjointe du Ministre du Commerce et du Ministre de l'Agriculture,

En conseil du Gouvernement,

Décète :

TITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. — Il est créé un établissement public à caractère industriel et commercial ci-après dénommé «Centre Malgache de la Canne et du Sucre», en abrégé «CMCS».

Art. 2. - Le Centre Malgache de la Canne et du Sucre est doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, désigné dans tout ce qui suit par le Centre.

Il est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé du Commerce et du Ministère chargé de l'Agriculture et sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances.

Art. 3. - Le siège social du Centre se trouve au lot III L 111 Fiadanana Tsimbazaza, Antananarivo (101). Toutefois, il peut être transféré dans un autre lieu par délibération du Conseil d'Administration.

Art. 4. - Le Centre a pour mission principale de :

- proposer et de réaliser toutes mesures destinées à organiser et à promouvoir la filière canne, sucre et produits connexes, ci-après dénommé : «la Filière»;
- contribuer à la régulation de la Filière et assurer son développement ; production de la canne, du sucre et les produits connexes;
- favoriser la compétitivité, la rentabilité et la durabilité de la Filière.

Art. 5. - Le Centre s'assigne pour objectif général de :

- accroître, améliorer et diversifier la production nationale de sucre;
- promouvoir la production de biocarburant à partir de la canne à sucre.

Art. 6. - Pour réaliser cette mission, le Centre est chargé de :

- concevoir, formuler et élaborer, en collaboration avec les entités compétentes concernées, la politique nationale de développement de la filière canne, sucre et produits connexes ci-après dénommé ; «la Filière»;
- assurer la mise en œuvre et le suivi de cette politique;
- contribuer à l'élaboration du cadre réglementaire de la filière à Madagascar et assurer son application;
- coordonner les actions interprofessionnelles sucrières;
- collecter, traiter et diffuser les données techniques et économiques de la filière et assurer son informatisation;

- assurer les relations avec les organismes régionaux et internationaux du monde sucrier;
- participer à l'arbitrage des conflits entre usiniers et planteurs ainsi que la mise en place d'un cadre favorisant la stabilité et la sérénité dans les sites de production;
- participer à la conception des dispositifs permettant un partage équitable des ressources ainsi que des bénéfices nés de l'implantation des usines et assurer son application;
- promouvoir l'utilisation de techniques et procédés respectueux de l'environnement auprès des planteurs de canne et des usines;
- vulgariser les bonnes pratiques et techniques agricoles auprès des planteurs de canne et mettre les usiniers à la pointe des innovations technologiques en matière de production de sucre et des produits connexes;
- assurer le suivi de l'approvisionnement du marché local en sucre;
- déterminer les mesures d'exécution et de gestion de la formule de paiement des cannes tout en jouant le rôle d'arbitre entre usiniers et planteurs;
- assurer les opérations d'interventions technique, financière (Fonds de Garantie) et matérielle au niveau des planteurs;
- fournir aux planteurs et industriels assistance technique, conseils et renforcement des capacités;
- effectuer le suivi des opérations d'introduction, de mise en quarantaine et de la sélection des variétés de cannes et mettre à la disposition des planteurs et industries des pépinières de variétés de cannes performantes;
- promouvoir l'agro-industrie cannière aux différentes étapes entre l'installation d'unités, la production, la transformation, l'optimisation des procédés technologiques et la commercialisation des produits issus;
- promouvoir la consommation des produits issus de la filière sur le marché local, national, régional et international;
- assurer le secrétariat du Comité Interministériel de la Filière et le suivi de la mise en œuvre de ses décisions.

TITRE II

ORGANES DU CENTRE

Art. 7. - Les organes du Centre sont :

Le Conseil d'Administration;

Art. 12. - Les délibérations du Conseil d'Administration sont validées par la moitié au moins des membres présents ou dûment représentés à la réunion concernée et seront soumises à l'approbation des Ministres de tutelle.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

CHAPITRE II

De la Direction Générale

Art. 13. - Le CMCS est dirigé par un Directeur Général, ordonnateur principal, nommé par décret pris en conseil des Ministres, sur proposition des Ministres de tutelle technique.

Art. 14. - Le Directeur Général est investi des pouvoirs nécessaires à la bonne marche du Centre et notamment :

- la représentation dans tous les actes de la vie civile du Centre Malgache de la Canne et du Sucre;
- la préparation, tous les ans, du projet de budget;
- l'exécution de ce budget en tant qu'ordonnateur;
- l'exécution des délibérations du Conseil d'Administration;
- l'exercice de l'autorité hiérarchique sur le Personnel;
- le recrutement et le licenciement du Personnel régi par le Code du travail;
- la demande de détachement du Personnel régi par la Fonction Publique dans la limite du tableau des emplois annexés au budget;
- la présidence des organes consultatifs institués, le cas échéant, au sein de l'établissement.

Il peut déléguer ses pouvoirs ou sa signature à certains de ses collaborateurs, par voie de décision.

Il soumet au Conseil d'Administration le Règlement intérieur, les comptes financiers de l'exercice et le rapport annuel d'activités du Centre.

De l'Agent Comptable

Art. 15. - L'agent comptable du Centre, qui n'est pas un membre de son personnel, est nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Il est responsable du recouvrement des recettes, du contrôle et du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs, du maniement des fonds, de la tenue de la comptabilité et de l'établissement des comptes financiers.

Du Personnel

Art. 16. - Le Personnel du Centre est composé de fonctionnaires et d'agents recrutés sous le régime du Code du travail.

Il est octroyé au Personnel du Centre des Primes de rendement dont les taux sont proposés par le Conseil d'Administration et fixés par arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et de la Fonction Publique.

L'organigramme du Centre et notamment la définition des emplois de direction sont proposés par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation des autorités de tutelle, dans les mêmes formes que le budget.

TITRE III
RESSOURCES ET REGIME COMPTABLE
CHAPITRE PREMIER

Des ressources Art. 17. - Les ressources du Centre sont constituées par :

- les relèvements sur la vente du sucre et des produits connexes;
- les recettes provenant de ses activités;
- les subventions allouées par l'Etat;
- les subventions ou dotations provenant de toute institution nationale.
- les aides extérieures sous forme de dons et subventions;
- les revenus des établissements et des entreprises dont il a la charge ou dont il est actionnaire ou-obligatoire;
- les revenus des valeurs mobilières et immobilières;
- les dons, legs et autres fonds de concours;
- les avances et prêts qui pourraient lui être consentis.

CHAPITRE II
Du régime comptable

Art. 18. - Le régime comptable applicable au Centre est celui du Plan Comptable Général en vigueur.

CHAPITRE III
OPERATIONS BUDGETAIRES

Art. 19. - Les opérations financières du Centre sont décrites dans un budget annuel qui s'exécute du 1^{er} juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante.

Art. 20. - Le budget doit être voté avant le 1er mai de l'année précédant l'exercice auquel il se rapporte et avoir le visa et l'approbation des autorités de contrôle et du tutelle avant l'ouverture de cet exercice.

Art. 21.- Les comptes financiers sont établis et communiqués aux fins de visa et approbation auprès des autorités de contrôle et de tutelle dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Art. 22. — Le Centre est soumis aux vérifications de l'Inspection Générale d'Etat et, éventuellement des corps de contrôle compétents.

Art. 23. - Le Directeur Général du Contrôle des Dépenses Engagées ou ses délégués ayant le rôle du Commissaire du Gouvernement est placé auprès de l'établissement pour en assurer notamment le Contrôle Financier. A cet effet, il signifie à l'agent comptable de l'établissement des actes et décisions qu'il entend voir soumis à son visa.

Il assiste de droit aux réunions du Conseil d'Administration, il peut présenter des observations et s'opposer aux décisions du Conseil, à charge pour lui d'en rendre compte au Ministre chargé des Finances et au Ministre chargé de la tutelle technique; il présente un rapport annuel à ces derniers.

TITRE IV
REGIME FISCAL ET DOUANIER

Art. 24. - Le Régime fiscal et douanier du Centre est celui des établissements publics nationaux de son type, sauf dispositions légales particulières, reprises au Code Général des Impôts et au Code Général des Douanes.

TITRE V
MODALITES DE DISSOLUTION

Art. 25. - La dissolution du Centre, décidée par décret pris en Conseil du Gouvernement met fin à ses activités à partir de la date d'effet mentionnée dans le décret de dissolution.

Elle met fin à cette même date, le mandat du Conseil d'Administration. Un Conseil de surveillance des opérations de liquidation composé des représentants des Ministères de Tutelle est mis en place par le décret de dissolution,

A cette même date, le Directeur Général doit cesser sa fonction et un liquidateur est désigné par le décret de dissolution qui pourrait être l'ancien Directeur Général du Centre.

Art. 26. - Les opérations de liquidation seront exécutées selon le délai réglementaire.

Art. 27. - Les opérations de liquidation consistent à :

- arrêter les comptes du Centre et transférer les éléments d'actif et de passif à une structure héritant les missions du Centre ou à l'Etat. Les comptes de liquidation sont soumis par le liquidateur au Conseil de surveillance, arrêtés par ce dernier et approuvés par les Ministères de tutelle;

- étudier les mesures à prendre au bénéfice de l'effectif du Personnel régi par le Code du Travail et remettre les fonctionnaires à la disposition de leur administration d'origine.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28. - Les immeubles du domaine public remis à jouissance du Centre, sont gérés suivant la réglementation domaniale et foncière applicable aux biens de l'Etat, sauf plus value générée par l'immeuble qui peut être réservée au Centre.

Les produits de la vente des biens meubles et immeubles et dont la propriété revient au Centre sont acquis en totalité à celui-ci.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Art. 29. - Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées, notamment le décret n° 69-049 du 4 février 1969, portant création de la Caisse de Stabilisation des prix de la canne et du sucre modifié par le décret n° 93-303 du 27 mars 1993, portant création du Centre Malgache de la Canne et du Sucre, le décret n° 2008-403 du 31 mars 2008 portant création et organisation du Centre Malgache de la Canne et du Sucre, modifié par le décret n° 2010-798 du 31 août 2010.

Art. 30. - Le Ministre des Finances et du Budget, le Ministre du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 9 avril 2013.

Le Premier Ministre.

Chef du Gouvernement, par intérim

Hajo Herivelona ANDRIANAINARIVELO.

Le Ministre des Finances

et du Budget,

Hery RAJAONARIMAMPIANINA

Le Ministre de l'Agriculture,

Rolland RAVATOMANGA.

Le Ministre du Commerce,

Olga RAMALASON.

Le Ministre de la Fonction Publique,

du Travail et des Lois Sociales,

Tabera RANDRIAMANANTSOA.